

ALASKA

21/01/08

**L'administration Trump octroie des concessions pétrolières en Alaka
dans la Réserve nationale de faune de l'Arctique
*Arctic National Wildlife Refuge (ANWR)***

**Précipitées, les enchères n'ont pas eu le succès escompté, mais un coin a été enfoncé dans la protection
d'une vaste zone arctique**



A view of the Arctic National Wildlife Refuge. Fish and Wildlife Service/Wikipedia

Les enchères ont été un fiasco, mais elles ouvriront peut-être la voie à une exploitation pétrolière dans le sanctuaire du nord de l'Alaska, l'Arctic National Wildlife Refuge (ANWR). Mercredi 6 janvier, pendant que les partisans de Donald Trump envahissaient le Capitole à Washington, à Anchorage, capitale économique de l'Alaska, les autorités fédérales s'empressaient de mettre aux enchères des concessions pétrolières et gazières dans les plaines du nord-est de l'Alaska. Il y avait urgence : le processus devait être mené avant la fin du mandat de Donald Trump, son successeur élu, Joe Biden, s'étant déclaré opposé à une exploitation pétrolière des terres fédérales de l'Arctique.



La vice-ministre fédérale de l'intérieur, Katharine MacGregor, a qualifié les enchères de « succès ». En réalité, le gouvernement américain n'a levé que 14,4 millions de dollars. Seuls onze des vingt-deux lots proposés ont trouvé preneur, soit 2 200 km². Et surtout, neuf de ces lots ont été achetés par le bras armé du gouvernement de l'Alaska, l'Alaska Industrial Development and Export Authority (Aidea). Aucun des trois grands producteurs de l'Etat, qui forent dans la baie de Prudhoe (ConocoPhillips, ExxonMobil, Hilcorp), n'a soumis d'enchère. Seuls deux lots ont été achetés par des

acteurs privés, la filiale d'un groupe australien 88 Energy et Knik Arm Services, détenue par un certain Mark Graber, écrit le Anchorage Daily News. Ces contrats doivent encore être finalisés.

Les grandes compagnies sont réticentes à participer à de telles enchères : la pression des défenseurs de l'environnement et du climat est trop forte tandis que le marché de la prospection est au plus bas avec la crise du Covid-19. S'y ajoutent des critères particuliers à l'Alaska : le coût exorbitant du forage en ces terres reculées, les inconnues géologiques sur la richesse des lieux – des explorations conduites par BP dans les années 1980, restées confidentielles, n'auraient pas été fructueuses, selon le New York Times. Enfin, s'y ajoutent les incertitudes juridiques alors que l'ouverture de la zone à l'exploitation fait l'objet de multiples recours, de la part des « Natives Americans », des associations de défense de l'environnement et d'autres Etats américains. Les études d'impact menées par l'administration Trump sont contestées. S'y ajoute enfin l'arrivée au pouvoir de Joe Biden, qui pourrait multiplier les contraintes environnementales et juridiques, rendant de facto impossible l'exploitation.

Pourra-t-il revenir en arrière et annuler les enchères, si celles-ci sont finalisées avant son arrivée à la Maison Blanche le 20 janvier ? Cela n'est pas certain. Aucun des opérateurs ayant souscrit des concessions n'est capable de les exploiter, tandis que les banques se déclarent de plus en plus opposées à financer des projets d'hydrocarbures. Mais il y a un effet cliquet, avec des concessions dans les mains du gouvernement de l'Alaska, et pas fédéral. « *En acquérant ces concessions, l'Alaska préserve son droit de développer de manière responsable ses ressources naturelles* », selon Alan Weitzner, directeur général de l'Aidea. « *Cette enchère ne s'est pas déroulée dans les conditions idéales, mais cela profitera aux habitants de l'Alaska à court terme et longtemps dans l'avenir* », a estimé la sénatrice républicaine Lisa Murkowski.

Protestation

L'affaire donne lieu à une bataille politique en Alaska depuis des décennies. La bascule est intervenue en 2017, dans un cavalier à la réforme fiscale de M Trump, qui approuva la vente aux enchères et l'exploitation de la réserve arctique. La loi exigeait que deux enchères soient organisées, en 2021 et avant la fin 2024. Il était prévu que celles-ci rapportent 1,8 milliard de dollars sur dix ans, à partager entre l'Alaska et l'Etat fédéral. On en est loin, ce qui a conduit à la protestation de l'association de contribuables « Tax payers for Common Sense ». « *Tenir ces enchères de la onzième heure de l'administration Trump pendant une pandémie alors que la demande de pétrole est faible et les prix bas, tout cela a condamné cette mise aux enchères, qui était discutable depuis le début* », a déclaré Autumn Hanna à l'Anchorage Daily News. Joint au téléphone, Karlin Itchoak, directeur de la Wilderness Society d'Alaska, donne son sentiment : « *Cette vente est inappropriée, budgétairement irresponsable et juridiquement douteuse. Nous espérons que l'administration Biden agira immédiatement pour empêcher l'exploitation de l'ANWR.* »

Source: Le Monde. Arnaud Leparmentier 08/01/21

▶ Lettre précédente du GITPA sur le sujet

▶ Article Alaska. GITPA - Patrick Kulesza. 1er septembre 2020.

www.gitpa.org